



# EBRA : 24 MOIS POUR REVENIR À L'ÉQUILIBRE

**U**ne réunion du comité de groupe Ebra s'est tenue le jeudi 7 novembre à Paris en présence du président directeur général Philippe Carli et de Delphine Manzano, DRH groupe. Le ton du dialogue social était donné dès le départ puisque les deux chefs d'orchestre n'ont accordé que trois heures aux élus pour balayer un ordre du jour pourtant chargé. Et ce qui devait être en majeure partie une analyse de la situation économique, financière et sociale du groupe Ebra en 2023 s'est transformée en une annonce forte de conséquences.

## Un bilan dans le rouge

Le décryptage des comptes par le cabinet Secafi a révélé une situation sans surprise même si le Crédit Mutuel a fortement recapitalisé le groupe Ebra à plusieurs reprises. En 2023 le déficit était de 17 M€ et les prévisions pour 2024 ne s'annoncent guère meilleures. La chute des revenus liée « à la baisse de diffusion est plus importante que prévue », a lâché Philippe Carli, ce qui laisse présager de lourdes pertes. Et d'ajouter : « Nous ne pouvons pas continuer à ce rythme avec des ventes de journaux en chute de 8 % par an sinon en 2027 nous allons terminer dans une situation que nous n'avons pas du tout envie de connaître ». Malgré tout, le chiffre d'affaires d'Ebra reste celui d'un groupe de presse dont l'activité principale est la vente de journaux. Les quotidiens représentaient 421 M€ en 2023, soit encore 90 % du chiffre d'affaires. Un constat d'échec pour Philippe Carli qui voulait tout miser sur le digital ? Il reconnaît d'ailleurs que les 10 % de croissance du web ne sont pas à la hauteur de ses attentes.

## Un nouveau « plan de transformation »

« Nous sommes très loin de l'engagement pris vis-

à-vis du Crédit Mutuel sur l'équilibre de l'activité. » Philippe Carli a tiré la sonnette d'alarme. « La chute continue des revenus historiques d'Ebra impose des changements structurels pour assurer la pérennité du groupe. » Ce dernier a annoncé qu'une « action forte » devait avoir lieu avec « une mise en œuvre rapide » et pour enfoncer le clou a martelé des mots forts comme « mutualisation », « plan de transformation » et « programme d'économie visant à accompagner la transformation des métiers ». Devant l'utilisation de ces termes, les élus Filpac CGT ont poussé Philippe Carli à décoder ses annonces. « Cela concernera l'ensemble des métiers de l'entreprise qui doivent évoluer ». Et pour y parvenir, le président du groupe a informé que cette transformation se ferait par le biais d'une GEPP (Gestion des emplois et des parcours professionnels), l'objectif étant d'atteindre l'équilibre financier en 2027. Pour la Filpac CGT du groupe Ebra, cette GEPP ne doit pas être contournée de son but initial (une approche qui remet au centre le parcours professionnel avec pour objectif de favoriser l'adéquation entre les besoins du marché et les compétences des salariés) et servir à supprimer des emplois. À ce stade, Philippe Carli a donné comme prochaine étape une présentation groupe plus précise de son plan d'action en mars 2025 qui sera suivie d'une déclinaison dans tous les CSE. La Filpac CGT du groupe Ebra craint que cet accord ne donne pas de perspectives pour les salariés dont les métiers pourraient pâtir des évolutions techniques. **Casse des statuts, création d'Ebra Service et des régions publicitaires, baisse de la masse salariale dans toutes les catégories de personnel... la liste est longue. Les élus Filpac-CGT attendent toujours les effets bénéfiques de ces différents plans dans les comptes du groupe.**

**À quand une vraie stratégie de développement ?**